

Sport business ou sport émancipation **QUEL SPORT VOULONS-NOUS ?**

Le sport est au coeur de l'actualité de ces dernières semaines. Il y a bien entendu une opération diversion pour occulter d'autres sujets, les retraites par exemple, sur lesquels le mécontentement populaire gronde. Mais au-delà de la manoeuvre politicienne, le sport est, pour le Parti communiste, un enjeu sérieux et d'émancipation. Il vous donne son opinion.

Une surenchère spectaculaire pour un pas de plus vers la marchandisation du sport

Le piètre spectacle offert par l'équipe de France lors de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud, sur et surtout en dehors des terrains, a mis le sport au centre des débats et a provoqué une nuée de réactions indignées. Y compris de la part du gouvernement qui assurait l'équipe de France de son soutien sans faille, encore quelques jours auparavant.

Quelle hypocrisie ! Ce même gouvernement a orienté toute sa politique nationale vers le très haut niveau néglige les pratiques amateurs et s'applique à livrer aux marchands l'organisation du sport français « rentable » : diminution des budgets alloués au sport pour tous, suppressions massives de postes au Secrétariat d'Etat aux Sports, ainsi que dans ses directions régionales et départementales, privatisation de l'INSEP, fermeture des CREPS... La direction est claire : **un désengagement financier de l'Etat, qui organise de l'autre main la**



Dessins JY et Chalvin – iconovox droits réservés

livraison clé en main des activités lucratives aux sociétés privées.

Cette intention est confirmée par le projet de loi « Compétitivité et éthique » préparé par l'équipe de Rama Yade, qui sacrifie l'unité fédérale entre le monde amateur et professionnel au profit des sociétés sportives à but lucratif, autrement dit ligues professionnelles. Pour ces ultralibéraux rien ne doit échapper à la marchandisation de toutes activités humaines, quitte à les détourner de leur sens. Nous devons leur faire obstacle.

Un recul dans la lutte contre le dopage

Autre fuite en avant : alors que le Tour de France doit bientôt débiter, l'Agence mondiale antidopage (AMA) vient de refuser à l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD) d'effectuer des contrôles lors de la compétition. Le motif invoqué : une incompatibilité entre le Code mondial antidopage et le droit français en la matière, récemment modifié par une ordonnance de la Ministre Roselyne Bachelot en date du 14 avril 2010. Résultat, l'Union Cycliste Internationale (UCI) aura le monopole des tests durant l'événement. Or, tout le monde le sait bien, cette organisation se préoccupe peu de la détection des coureurs utilisant des substances

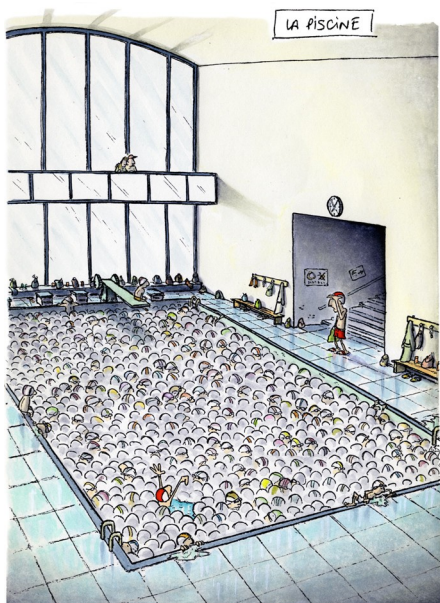
PCF

Parti communiste français

interdites. Soyons clair, si des mesures ne sont pas prises par le Ministère avant le départ du tour, ce serait l'abandon de la lutte contre le dopage en France, ce serait l'acceptation de toutes les dérives possibles dans le sport; le « spectacle » et les appétits financiers auraient gagné leur plus grande victoire sur les valeurs du sport.

Le sport n'est pas une marchandise, c'est un droit à reconstruire !

Le mouvement sportif n'a besoin ni de moralisateurs, ni d'ingérence de l'Etat dans son organisation, mais d'un véritable soutien lui permettant d'accomplir ses missions de service public. Le sport n'est pas en soi porteur de valeurs comme on l'entend trop souvent. Cela dépend du sens que l'on veut lui donner. Véritable laboratoire du capitalisme pour certains, instrumentalisé à des fins politiques, **il peut à l'inverse être un droit essentiel à l'émancipation permettant à toutes et tous d'inventer son existence en développant sa liberté.** Encore faut-il le reconnaître en tant que tel et lui donner les moyens. C'est donc à la reconstruction d'un véritable service public du sport qu'il s'agit d'œuvrer dès aujourd'hui. Avec une intervention déterminée des pouvoirs publics et du mouvement sportif en ce sens pour développer un réel accès au sport pour tous. Pour maintenir l'unité fédérale du sport et continuer à encadrer le sport professionnel et ne pas le livrer au marché. Pour garantir des formations aux bénévoles et des emplois décents dans ce secteur.



« Il est urgent de réunir des Etats généraux du football qui permettent à l'Etat, la FFF et les collectivités territoriales de se mettre au travail, d'envisager les moyens nécessaires pour mettre un terme aux dérives financières qui gangrènent le sport et assurer son développement. »

Et enfin pour mettre en place un véritable droit à l'information sportive qui freine notamment la spéculation sur les droits de retransmission télévisuels tout en permettant un accès aux médias aux différentes disciplines.

C'est pour cela que le Parti Communiste Français appelle aujourd'hui les acteurs du mouvement sportif à se mobiliser pour que le gouvernement change radicalement de cap et mette en conformité leurs décisions avec les valeurs qu'ils ne cessent d'invoquer. Le chantier est ambitieux mais essentiel.

Le sport est un droit, affirmons-le !

Marie-George Buffet,
députée de la Seine-Saint-Denis, ancienne Ministre de la Jeunesse et des Sports

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

☐ Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

☐ Je décide d'être membre du Parti communiste français

☐ Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr